

# Marseille : Ibn Khaldoun, l'école de la réussite frériste subventionnée par l'État

écrit par Juvénal de Lyon | 19 juin 2025





*Salle de cours de l'établissement Ibn Khaldoun de Marseille © Daniel Cole/AP/SIPA*

Cette école musulmane proche des frères musulman est dans le rapport déclassifié rendu public au mois de mai par Retailleau. Seules – des 16 classes sont prises en charge par le contrat d'association avec l'Etat ! Dans les faits, cela signifie que l'État ne devrait financer les salaires des professeurs que lorsqu'ils enseignent dans ces classes précisément.!! !

De quoi s'inscrire dans la stratégie des frères musulmans basée sur la « dissimulation tactique » (taqiya)

ainsi que l'analyse le rapport. Insidieusement, grâce au double langage, la confrérie s'infiltré dans la société pour y exercer son influence sous couvert d'ouverture à l'autre et faire adopter les principes de l'islam en y imposant ses préceptes de tricherie et de fourberie autorisés quand l'islam est minoritaire chez

les infidèles !

## Juvénal

Grâce à son contrat d'association avec l'État, cette école des quartiers nord, très proche des Frères musulmans, a bénéficié de nombreux soutiens.

[Sarah-Louise Guille](#)

Publié le 17 juin 2025

L'établissement Ibn Khaldoun est situé au numéro 50 du boulevard Viala, dans le 15<sup>e</sup> arrondissement de Marseille. Créé en 2009, il a débuté modestement avec une seule classe de 6<sup>e</sup> accueillant 24 élèves mais a connu « *une croissance remarquable* » pour accueillir aujourd'hui près de 400 élèves, après seize ans d'existence. Ce collège et lycée des quartiers nord se présente comme une école « *d' excellence* ». Cela étant, s'il a fait récemment parler de lui, ce n'est pas pour son nombre de recrues grandissant ou ses bons résultats aux examens nationaux, **mais pour avoir été cité dans le [rapport sur les Frères musulmans](#), déclassifié et rendu public au mois de mai dernier.**

Le document de 74 pages, décrit l'organisation internationale des Frères musulmans comme « *régissant tous les domaines de la vie du musulman* » et dont **l'objectif est à la fois la « *création d'un État islamique* » et l'application de la charia**. La confrérie, considérée comme terroriste dans de nombreux pays notamment musulmans, s'implante dans tous les domaines : justice, sport, scoutisme... Et évidemment, dans le secteur de l'éducation.

**À Marseille, l'établissement Ibn Khaldoun en serait la vitrine.** Affilié à la Fédération nationale de l'enseignement privé musulman, créée « *sous l'impulsion de l'Union des organisations islamiques de France (UOIF)* », désormais rebaptisée [Musulmans de France](#), qui s'avère être la branche française des Frères musulmans. Selon le

rapport, « le Centre musulman de Marseille (CMM) est le centre de l'écosystème frériste des Bouches-du-Rhône : il regroupe la mosquée Mariam et le collège-lycée Ibn Khaldoun. » Il est en outre précisé que « cet écosystème s'est constitué autour de Mohsen Ngazou, actuel président de Musulmans de France, qui est à la fois imam de la mosquée, jusqu'à récemment directeur du collège-lycée et président de l'association Savoir réussir qui en gère le fonctionnement ».

## **Des liens incontestables**

Mohsen Ngazou est un homme des hautes sphères musulmanes dont les prises de position et actions laissent à désirer. Il a notamment apporté son soutien à [Hassan Iquioussen](#), imam du nord de la France, fiché S et expulsé en 2023 pour « actes répétés de provocation explicite et délibérée à la discrimination, à la haine ou à la violence envers les juifs, les femmes et les non-musulmans ». Dans ses vidéos, il fait l'éloge de Mostafa Essiba'i, secrétaire général de la section syrienne des Frères musulmans. Il le présente comme « un grand homme » qui, de son temps, invitait « à sortir manifester pour dénoncer la politique française au Maghreb ».

**Via le CMM, il a aussi lancé une campagne pour venir en aide aux « frères incarcérés à la prison de Luynes ».** L'opération, nommée « **Au cœur des prisons** », consiste à **financer des « coffrets qui seront offerts aux détenus »**. Ces derniers contiennent entre autres un recueil et deux livres nommés respectivement *Riyad As Salihin*, *La voie du Musulman* et *La citadelle du Musulman*. Dans ces ouvrages, les détenus trouveront quelques bonnes raisons « *de se préparer au jihad* », de combattre les gens pour les convaincre de se convertir à l'islam, de tuer des juifs, de violer les épouses réticentes et de

les empêcher de sortir.

**Des faits d'armes qui semblent n'avoir inquiété ni les élus locaux ni l'État. Pour preuve, l'école Ibn Khaldoun a bénéficié du soutien de Jean-Claude Gaudin lors de sa création dans les quartiers nord de la ville, en 2003. Puis, douze ans plus tard, juste après l'attentat de Charlie Hebdo, elle a obtenu de Manuel Valls alors Premier ministre, et de Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'Éducation nationale, la signature de son contrat d'association avec l'État. Plus tard, en 2023, Benoît Payan, le maire de la cité phocéenne depuis 2021, et son adjointe Samia Ghali, l'un des relais français d'Abdelmadjid Tebboune, ont renouvelé la confiance municipale accordée à l'établissement, à l'occasion d'une visite dans ses locaux. Le tout sur fond de « vivre-ensemble ».**

De quoi s'inscrire parfaitement dans la stratégie frériste basée sur la « *dissimulation tactique* », comme l'analyse le rapport déclassifié. L'air de rien, la confrérie s'immisce dans toutes les strates de la société pour y exercer son influence, la modeler, lui faire adopter les préceptes de l'islam. Sous couvert d'ouverture à l'autre, elle impose ses idées. En 2023, à l'occasion de la venue du pape François pour les Rencontres méditerranée, Ibn Khaldoun a ouvert ses portes aux catholiques. Deux ans plus tôt, le fondateur de l'école était également devenu trésorier de la Vigie de la laïcité, un « *organisme indépendant et citoyen, qui s'efforce d'effectuer une veille constante sur le sujet de la laïcité* ». Un poste étonnant pour un imam proche des Frères musulmans. D'autant plus surprenant qu'il est le seul non-laïque de la structure.

**Des subventions très contestables**

**Plus surprenant encore, l'établissement Ibn Khaldoun est**

**à la fois sous contrat et hors contrat.** Seules six de ses seize classes sont liées avec l'État. Dans les faits, cela signifie que l'État ne devrait financer les salaires des professeurs que lorsqu'ils enseignent dans ces classes précisément. En conséquence de quoi, les élèves inscrits dans les classes sous contrat devraient payer des frais de scolarité bien moindres que les autres. Pourtant, sur le site de l'établissement aucun distinguo n'est fait entre les deux régimes. **Pour l'année 2024/2025, les parents d'élèves ont réglé la somme de 1 700 euros à l'école pour chaque enfant. Rien ne permet, non plus, de faire la différence entre le sous et le hors contrat dans les dossiers d'inscription.** L'établissement est présenté comme un ensemble et non comme deux entités au fonctionnement différent. Interrogés au sujet de ce flou, ni Ibn Khaldoun, ni le rectorat d'Aix-Marseille gêné n'ont répondu aux questions de *Valeurs actuelles*.

De quoi entraîner un manque de clarté sur les subventions reçues par l'école. Jusqu'à la parution du rapport sur les Frères musulmans, le département présidé par Martine Vassal et la région de Renaud Muselier en accordaient respectivement au collège-lycée.

S'ils ont tous deux annoncé « la suspension immédiate par la région et le département du versement du forfait d'externat » au lendemain de la publication, **la question du fléchage des aides passées se pose.** Comment ce forfait d'externat, une contribution financière des institutions aux frais de fonctionnement des établissements privés sous contrat d'association avec l'État, pouvait-il être réellement employé uniquement pour la partie sous contrat de l'école alors même que les classes sont regroupées dans un même lieu et que les élèves bénéficient tous des mêmes infrastructures ? Le département et la région ont-ils obtenu des garanties

sur ce point de la part de l'école ou versaient-ils de l'argent sans savoir à quoi il servait ? Aucune des deux institutions n'a souhaité répondre à ces questions.

**La particularité structurelle de l'établissement aurait dû être un signal d'alarme pour les collectivités et donner lieu à une étude plus approfondie du dossier.** Une analyse qui aurait sans doute mis en évidence les liens forts peu cachés de l'établissement avec les Frères musulmans. Cela n'a pas été fait et, de ce fait, depuis quinze ans, Ibn Khaldoun passait sous les radars.

Pire encore , depuis 2009, commune, département, région et État participent financièrement au développement de l'entrisme islamique via cette école.

<https://www.valeursactuelles.com/clubvaleurs/societe/marseille-ibn-khaldoun-lecole-de-la-reussite-freriste-subventionnee-par-letat>

**Juvénal de Lyon**